



Palais d'Etat à Iavoloha, le 29 avril 2019, un an avant la pandémie du coronavirus. Rencontre de David Malpas, Président du Groupe de la Banque mondiale, et Andry Rajoelina, Président de la République de Madagascar. Il a alors été annoncé que la Grande Ile de l'océan Indien bénéficiera de l'octroi de 392 millions de dollars. Une somme répartie entre quatre secteurs : l'aide aux familles démunies (90 millions de dollars), l'amélioration de l'accès à l'électricité (150 millions de dollars), la sécurisation des titres fonciers dans un contexte d'occupation illégale de terres (52 millions de dollars) et une aide budgétaire à hauteur de 100 millions de dollars.



"Primature à Mahazoarivo, en février 2019. Au premier plan, de g. à dr.: Coralie Gevers, alors directrice des opérations, Jean-Claude Tchatouang, administrateur de la Banque mondiale et Christian Ntsay, Premier ministre de Madagascar

Lors de la visite -du 25 au 27 février 2019- de Jean-Claude Tchatouang, administrateur de la Banque mondiale du groupe Afrique II qui regroupe 23 pays, dont Madagascar, les autorités malagasy avaient mis l'accent sur l'Initiative Émergence Madagascar (IEM) dont les secteurs prioritaires -bien avant la pandémie du coronavirus et la détérioration de la situation dans le grand Sud, due aux changements climatiques dont une pluviosité devenue rarissime- étaient : l'électrification rurale ; les infrastructures de transport et de télécommunication ; l'utilisation de la technologie pour l'inclusion financière ; l'amélioration du réseau bancaire et de l'accès à la finance, la démocratisation de l'accès à la technologie et à la connectivité, le soutien aux PME pour accroître la création d'emplois ; une plus grande décentralisation.

Sur l'exercice 2019-20, les opérations à l'appui des politiques de développement, pour un montant total de 200 millions de dollars, ont soutenu des réformes clés visant à renforcer la qualité et la transparence des choix budgétaires, améliorer la gouvernance du secteur de l'électricité et développer le capital humain. Une opération de 50 millions de dollars, assortie d'une option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes permet également aux autorités malgaches d'avoir rapidement accès à des ressources en cas de catastrophe naturelle tout en soutenant les réformes essentielles pour renforcer le système de gestion des risques de catastrophe du pays.



Le 10 mars 2020, le gouvernement de Madagascar s'est engagé à poursuivre son programme axé sur le capital humain, **avec l'approbation, de la part de la Banque mondiale, d'un financement à l'appui des politiques de développement pour des investissements en faveur du capital humain d'un montant de 150 millions de dollars**

. Il s'agissait là de la première de deux opérations prévues pour introduire des réformes visant à surmonter les principaux obstacles stratégiques au développement du capital humain à Madagascar. Mais vers la fin mars 2020, l'impact économique, social et budgétaire de la crise, du au coronavirus, a été brutal

. □ «□

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les ménages sont considérables et potentiellement désastreuses

», **avait alors déclaré**

Marie-Chantal Uwanyiligira

, Représentante de la Banque mondiale à Madagascar

.

Les perturbations dans les échanges et les voyages internationaux ainsi que les mesures de confinement décrétées à Madagascar, à l'instar d'autres pays à travers le monde, ont provoqué un tassement très net de l'activité, avec une chute attendue du PIB à 1,2%, très en deçà des prévisions d'avant la crise, qui tablaient sur un rythme de 5,2%. Dans ce contexte, les populations vulnérables dans les zones urbaines sont devenues particulièrement exposées aux difficultés économiques et aux pièges de la pauvreté. L'effondrement des recettes fiscales et les dépenses liées à la crise sanitaire pèsent toujours sur le déficit budgétaire, provoquant une hausse subite des besoins de financement. Tout a donc été à revoir, surtout en matière de priorités.

Au 1er juillet 2020, la Banque mondiale finance 17 projets à Madagascar pour une enveloppe globale de 1,4 milliard de dollars, incluant 14 projets pour un montant total de 803 millions de dollars mais dont la moitié est non encore déboursée

. Au cœur de ces interventions : l'éducation, la nutrition, le développement de la petite enfance, la protection sociale, l'agriculture résiliente, l'énergie, les transports et l'appui au développement du secteur privé.

Le document de diagnostic pays, achevé à l'époque par la Banque mondiale, met en exergue les domaines nécessitant un appui. Il s'agit notamment de : i) l'amélioration de la gouvernance ; ii) le renforcement de la performance des finances publiques ; iii) l'amélioration des services publics ; iv) le financement d'investissement à impact élevé ; v) la mise en œuvre des réformes pour libérer le potentiel du secteur privé ; et vi) le renforcement du capital humain. **Ainsi, f**

in aout 2020

,
une opération d'appui budgétaire d'un montant de 75 millions de dollars a été approuvée en faveur de Madagascar

afin d'atténuer les impacts de la crise du COVID-19 et jeter les bases d'une reprise durable et résiliente.



La chute d'une incroyable logorrhéique qui se croit tout permis

• Nom: ERNAIVO
• Prénoms: Fanirisoa
• Fonction: Magistrat auxiliaire
• Statut: Docteur du Procureur du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo
• Coordonnées: 10 Avenue des Nations Unies, 101, Antananarivo, Madagascar
• Téléphone: 0343 21 11 11
• E-mail: ernai@tribune.com

CCSD - Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques de Madagascar
Mme Fanirisoa ERNAIVO Rue MANANJANJANY Antananarivo - 101-1012

Justice
tribune.com

Fanirisoa Ernaivo révoquée de ses fonctions de magistrat

Le coupure est tenté pour Fanirisoa Ernaivo. Plus d'un après sa suspension de ses fonctions de magistrat, l'ancien président du Tribunal de Première Instance (TPI) d'Antananarivo, tout comme sept autres magistrats, son cas a été soumis au conseil de discipline du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), le lendemain de son départ de Madagascar.

Le 20 octobre 2018, Fanirisoa Ernaivo, candidate à la course à la présidence à l'ordre des magistrats aux forces de l'ordre venant occuper le meeting organisé par un collectif de candidats à Madagascar. Lors de son discours, malgré son la présence en tenue de robes, la candidate n°24 avait tenu des propos dans, voire insultés à l'encontre de ses collègues. Ce qui lui a valu...